



LE 9 AVRIL : CONSTRUISONS ENSEMBLE UNE PUISSANTE JOURNEE DE GREVE INTERPROFESSIONNELLE

Le 9 avril 2015, la CGT, avec FO, Solidaires, FSU et FA Autonomes appelle l'ensemble des salariés du public et du privé à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelles afin de contester des choix actant les reculs sociaux comme moteurs d'une hypothétique reprise économique. Choix qui conduisent depuis des dizaines d'années à la dégradation de notre qualité de vie et de nos conditions de travail et à un recul du service public.

Il y a urgence d'un changement de cap ... c'est le message du 9 avril.

En tant qu'agent de la DGFIP nous sommes concernés par la nécessité de rompre avec une logique où notre travail n'est qu'un coût et non un investissement économiquement et socialement utile. Bien sûr cela suppose l'ouverture de négociations à tous niveaux, mais cela passe aussi et sans attendre par des décisions concrètes.

- Nous réitérons notre demande de négociations sur les salaires/pensions, sur la revalorisation des grilles indiciaires. **D'ores et déjà, la DGFIP doit suspendre sans délai la suppression de la prime annuelle de 150 €** et renoncer à la modulation « au mérite » d'une partie du régime indemnitaire. Elle doit également revaloriser les frais de déplacements et prendre toutes mesures pour que cesse tout retard de remboursement.

- Nous demandons également une négociation sur l'évolution de l'emploi public. Dans ce cadre, **nous revendiquons un moratoire concernant les suppressions d'emplois à la DGFIP**. Là encore, la DGFIP doit, sans attendre, tout mettre en œuvre pour pourvoir les postes vacants. Elle doit se donner les moyens d'évaluer à sa juste mesure les charges de chaque service ou poste pour les prendre en compte. **La DGFIP doit respecter et garantir le plein accomplissement des missions, assurer la « qualité de service » et donc remplir son obligation de moyens** (crédits de fonctionnement, emplois ...).

- Nous exigeons également, la mise en place d'instruments et de moyens adaptés concernant l'amélioration des conditions de travail, la prévention des risques psychosociaux, la protection des agents dans l'exercice de leurs fonctions. Au-delà des discours et de procédures administratives lourdes et incertaines, force est de constater que trop souvent la vie des agents au travail continue de se dégrader. La DGFIP ne saurait échapper à ses responsabilités, il n'est en effet aucune fatalité à une telle situation.

- Au moment-même où le gouvernement annonce à grand renfort de communication un programme de 48 mesures pour reconquérir les territoires ruraux, le ministère du budget ferme les trésoreries de proximité : comprenez qui pourra. **La CGT Fip 73 s'oppose résolument aux fermetures programmées des Centres des Finances Publiques et a engagé un certain nombre d'initiatives convergentes avec les élu(e)s locaux, les personnels des sites concernés et la population.** Le 9 avril c'est aussi la défense du service public fiscal et financier de proximité.

La grève du 9 avril est donc l'occasion de faire converger les revendications qui s'expriment dans de nombreux conflits sociaux. Exigeons ensemble que nos attentes soient prises en compte et se traduisent par des mesures immédiates et concrètes pour chacun.

Nous invitons donc tous les agents à manifester massivement à Paris le 9 avril et, quand le déplacement sur la manifestation nationale n'est pas possible, partout où cela sera organisé.

